

**Toronto**

**2020** February  
Février

**PSCIOC**

Public Sector Chief Information Officer  
Council

**CDPISP**

Conseil des DPI du secteur public

**Citizen  
FIRST**

**CITOYENS  
en tête**



## **RÉUNION DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)**

**Le 26 février 2020**

**Toronto (Ontario)**

### **COMPTE RENDU DES DÉCISIONS v2**

#### **Présences**

##### **COPRÉSIDENTES DU CDPISP**

Olivia Neal	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Tracy Wood	Île-du-Prince-Édouard

##### **MEMBRES DU CDPISP**

Kathryn Bulko	ASIM Canada (ville de Toronto)
Dafna Carr	Ontario
Natasha Clarke	Nouvelle-Écosse
Catherine Desgagnés-Belzil	Québec
Rob Entwistle	ASIM Ouest (ville de Kelowna)
Stuart Hendrie	ASIM Est (région de Niagara)
Ted Hickey	Nunavut (pour Dean Wells)
CJ Ritchie	Colombie-Britannique
Bonnie Schmidt	Saskatchewan
Rick Wind	Territoires du Nord-Ouest
Munna Zaman	Manitoba

##### **OBSERVATEURS/COPRÉSIDENTS DU SOUS-COMITÉ**

Imraan Bashir	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Marc Brouillard	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Robert Devries	Ontario
Denise Gomes	Services partagés Canada
Mark Levene	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Sherry McCourt	Île-du-Prince-Édouard
Peter Watkins	Colombie-Britannique

## INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Dan Batista  
Maria Luisa Willan  
Linda Robins

Poin t	Sujet et discussion	Décision ou mesure
1.	<p><b>Questions administratives</b></p> <p><b>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne tenue le 26 septembre 2019 à Winnipeg.</b></p> <p>Compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP du 26 septembre 2019 adopté sans changement.</p> <p><b>B) Adoption de l'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 26 février 2020.</b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 26 février 2020 est adopté.</p>	<p><b><u>Décision n° 1</u></b></p> <p>Le compte rendu des décisions de la réunion du CDPISP du 26 septembre 2019 qui a eu lieu à Winnipeg est approuvé sans changement.</p> <p><b><u>Décision n° 2</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du CDPISP du 26 février 2020 est adopté.</p>
2.	<p><b>Forrester : Principales tendances en matière de TI et de technologies numériques (ONGLET 2)</b></p> <p>Forrester Research est invité à présenter les principales tendances en matière de TI et de technologies numériques. Bobby Cameron, expert en la matière de la TI et des technologies numériques de Forrester, dirige l'exposé. Matt O'Connor et Tim Wallace de Forrester assistent également à la réunion. Dans son exposé, il décrit l'évolution des perspectives opérationnelles et de la TI et l'ensemble des travaux accomplis à mesure que les organisations de la TI du secteur public progressent.</p> <p>Forrester suit les tendances depuis 2015. La société tente de comprendre ce que font les organisations phares pour réussir. Forrester a sondé 35 grandes entreprises sur ce qu'elles faisaient pour réussir; il en est ressorti quatre principes. Vous devez établir quelles sont les mesures que vous prenez qui influencent le parcours de vos employés, les organismes auxquels vous fournissez des services et les entreprises avec lesquelles vous travaillez. Cela ne change pas votre mission. Le deuxième principe est axé sur les idées. Les mégadonnées sont utiles, mais il nous faut de l'information ciblée pour prendre des décisions plus intelligentes. La rétroaction est essentielle pour faire correspondre les idées à la vision des clients quant au travail à accomplir.</p> <p><b><u>Discussion</u></b></p>	<p><i>Aucune mesure de suivi ne découle de ce point à l'ordre du jour.</i></p>

- Tracy Wood demande à Bobby Cameron de parler des enjeux et des incidences environnementales. Il fait remarquer qu'il ne dispose pas de diapositive précise sur l'environnement. Il y a deux aspects aux incidences sur l'environnement : 1) la structure de la gestion des ressources par rapport à la durabilité et 2) la gestion des ressources par rapport aux services évolutifs. L'un des principaux enjeux de la durabilité porte sur la difficulté de gérer la consommation d'électricité. Environ 60 % de la consommation totale d'électricité à l'échelle mondiale sert à faire fonctionner les ordinateurs. La question en ce qui concerne la consommation et le déploiement par rapport à l'incidence environnementale est importante.
- Tracy Wood fait remarquer que les principaux défis au chapitre des compétences concernent la cybersécurité et la pénurie de personnel de la TI par rapport au travail à accomplir dans le secteur public. Bobby Cameron répond que Singapour est un bon exemple des mesures prises pour remédier à cette pénurie. La sécurité figure au sommet de la liste des priorités du point de vue de la TI, et cela va s'accélérer. Le problème de sécurité ne concerne pas l'authentification ou les limites, mais le concept de confiance zéro où vous mettez en place des microdéfenses, des microfrontières (microdomaines); il est essentiel d'assurer la protection à un faible niveau de granularité et de gérer à ce niveau. Ce processus sera en grande partie automatisé. Prenons l'exemple de l'informatique en nuage : les deux tiers des entreprises ont une réalité multinuage, et la gestion de la sécurité dans ce contexte ne peut pas être une application isolée. Des organisations comme IBM ont mis en place une approche multinuage consistant à utiliser des conteneurs, à retirer les métadonnées d'une seule source et à les propager vers un autre conteneur sur d'autres piles dans le nuage. Ces conteneurs surveillent les applications et leur environnement à l'aide des métadonnées pour prêter attention à ce qu'ils suivent. Une structure automatisée de recherche d'événements et de gestion des événements à suivre par distribution. C'est le concept de la confiance zéro et comment cela se maintient. La dotation dans ce cas est un énorme défi. Des fournisseurs comme Cisco et AT&T offrent un plus grand nombre de capacités.
- Olivia Neal indique qu'elle s'intéresse aux deux exemples fournis, soit les États-Unis, où l'on accroît la surveillance centrale des dépenses en matière de TI, et la Nouvelle-Zélande, où l'on a été en mesure d'effectuer un faible approvisionnement dans un délai d'exécution de 12 heures. Il semble y exister une certaine tension entre la centralisation, la surveillance et les avantages qui peuvent en découler et l'habilitation des équipes à prendre des décisions de distribution rapidement. Elle demande à Bobby Brown s'il peut parler des tendances en matière de centralisation ou d'approches plus ciblées et de celles qui sont généralement plus efficaces.

Bobby donne l'exemple de la Réserve fédérale américaine et de sa culture. En théorie, il y a une organisation nationale, mais en réalité, il y a une organisation nationale de la TI et 12 districts ayant chacun son propre programme de la TI, même s'ils achètent beaucoup de services, y compris l'infrastructure nationale. Le Trésor fournit beaucoup de services à la Réserve fédérale au nom des services fiscaux. Si la Réserve fédérale souhaite mettre en place un programme, elle doit faire en sorte que d'autres organismes puissent le faire aussi. La collaboration est nécessaire. Leur accent sur la collaboration indique que vous le faites à l'échelle locale, mais lorsque vous travaillez à l'élaboration de ces programmes, ils utilisent un ensemble de solutions pour s'attaquer au problème, ce problème étant la clarté des dépenses, qui possède les compétences recherchées et qui est disponible pour travailler. Il signale que leurs organisations ont un défi à relever à cet égard, et bien que ce type de conversation de groupe soit formidable, vous retournez ensuite à vos ministères et d'autres programmes vous entravent. Si vous aviez un moyen de faire ce que la Réserve fédérale a fait et de partager le contenu et les services de même que les ressources sur des éléments communs, alors vous pourriez progresser. Il a également donné l'exemple de la NASA qui vit des changements radicaux et qui procède à la création d'outils de gestion des relations de groupe, de portefeuilles, de processus assortis de jalons; du mécanisme qui permet aux entités locales d'avoir leur propre budget et de pouvoir dépenser; le fait d'avoir la même structure de planification lui permet de faire part de leur position. La sécurité a été confiée à un organisme de contrôle.

	Tracy Wood remercie Bobby Cameron de sa participation à la réunion.	
3	<p><b>Services d'informatique en nuage (ONGLET 3)</b></p> <p>Olivia Neal présente Mohammad Qureshi du gouvernement de l'Ontario et l'invite à parler du parcours de l'Ontario vers l'informatique en nuage.</p> <p>Mohammad fournit le contexte du parcours du gouvernement de l'Ontario vers l'informatique en nuage. Le gouvernement de l'Ontario a une organisation d'information et de la TI. Il compte huit DPI qui appuient l'ensemble des 22 à 25 ministères et deux portefeuilles sectoriels qui appuient les ministères, puis il y a la fonction d'entreprise qui consiste en la cybersécurité, l'infrastructure, les services partagés et la planification des investissements. Dafna Carr est la DPI pour la fonction publique; tous les DPI ont un lien hiérarchique en pointillé avec elle et un lien hiérarchique direct avec leurs sous-ministres respectifs.</p> <p>L'Ontario travaille toujours à trouver la meilleure façon de tirer parti du nuage. Il a une feuille de route durable. La transition complète à Microsoft Office 365 a accéléré la courbe d'apprentissage de l'organisation. Cette transition a contribué à faire avancer certaines choses, notamment la façon de protéger les données dans le nuage, et a permis d'établir une nouvelle façon de travailler dans un milieu de travail numérique. On ne tire pas parti de toutes les technologies qu'offre Microsoft Office 365, mais en intégrant de nouvelles technologies novatrices de protection des données à l'organisation, on est en mesure de donner aux utilisateurs les outils nécessaires pour protéger les données et collaborer d'une manière différente. On a exercé un faible degré de gestion du changement quant à Microsoft Office 365. Une partie de l'apprentissage et de la gestion du changement consiste à montrer aux gens une nouvelle méthode de travail.</p> <p>Mohammad souligne le travail d'évaluation des risques de la plateforme en nuage, dans le cadre duquel on a défini les modèles et tout ce qu'il faut mettre en place avant de passer au nuage, et c'est là que le développement du nuage et la façon dont les organisations de la TI peuvent tirer parti du travail effectué et le réutiliser sans cesse.</p> <p><b><u>Discussion</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mark Healey demande, en ce qui concerne la budgétisation, comment l'Ontario aborde la différence entre une immobilisation et l'exploitation dans le modèle de financement actuel.</li> </ul> <p>Mohammad Qureshi répond que l'Ontario traverse cette transition; comment procède-t-on au transfert des investissements dans les programmes d'immobilisations à un budget de dépenses d'exploitation à mesure qu'on commence à tirer parti du nuage? Les investissements de capitaux se produisent une seule fois et, bien souvent, lorsqu'il y a de tels investissements (où se produit la dette technique), ils ne se produisent pas comme ils le devraient. Une grande partie du travail quotidien figure déjà dans le budget de dépenses d'exploitation. La question est maintenant de savoir quel est l'investissement initial lié au changement de la plateforme et au réemploi de ces systèmes lorsqu'il passe à un environnement en nuage où une dépense d'exploitation est déjà intégrée. Dans le cadre des discussions sur la planification des investissements, nous devons déterminer comment nous pouvons faire passer les systèmes existants dotés d'un plan d'immobilisations aux dépenses d'exploitation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dafna Carr fait remarquer que le modèle financier n'est pas facile. Tout ce qui est lié à l'entreprise doit faire l'objet d'une analyse de rentabilisation différente de celle qui est liée à un résultat opérationnel. En raison du modèle dans lequel la TI est hébergée dans les ministères, on doit examiner chaque cas et déterminer la meilleure approche. Entre-temps, on essaie</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de suivi n° 1</u></b></p> <p>Les membres conviennent d'une discussion sur les logiciels-services lors d'une future réunion du CDPISP.</p>

	<p>d'y procéder selon une feuille de route technologique à laquelle contribuent l'ensemble de la TI et les sous-ministres afin qu'ils puissent examiner certaines décisions et présenter une analyse de rentabilisation, et être proactifs plutôt que réactifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CJ Ritchie pose une question au sujet du principe de l'informatique en nuage d'abord. Comment l'Ontario a-t-il réduit certains des engagements contractuels envers les centres de données et comment a-t-il procédé à l'initiative du nuage?</li> </ul> <p>Mohammad Qureshi explique que les centres de données appartiennent à l'Ontario (un à Guelph et un à Kingston). Toutes les applications s'exécutent à partir de ces deux centres. D'ici 2023, le bail d'un des centres de données arrivera à échéance, alors on discute de la possibilité d'harmoniser le calendrier avec la migration des applications au fur et à mesure qu'on envisage d'investir dans ce centre de données ou de migrer vers l'extérieur. L'Ontario aura un centre de données. Comment tirer parti de l'échéance du bail du centre de données et des investissements nécessaires dans cinq ans dans le centre de données, pour accroître la capacité, l'électricité, etc., et comment examiner les applications et élaborer une feuille de route technologique qui permet de les transférer dans un environnement en nuage? On tente d'effectuer l'harmonisation selon la durée des contrats et des engagements.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CJ Ritchie parle d'un centre de données comptant des engagements contractuels quant à la quantité de données qu'il utilise en fonction des AFC. Si vous avez des engagements contractuels et que, lorsque vous rationalisez les applications et que votre consommation diminue, y a-t-il des engagements contractuels que vous deviez prendre en considération et qu'avez-vous fait à cet égard?</li> </ul> <p>Mohammad Qureshi répond que ce problème n'existait pas parce que l'Ontario appartenait les centres de données et que l'investissement de capitaux dans ces centres avait été fait. Le problème de l'Ontario concerne les besoins d'expansion futurs au fur et à mesure que les données et les applications augmentent et que certaines seront transférées dans le nuage. Cela dépendra des modalités qui ont été fixées pour l'engagement pris à l'égard de la capacité et de la possibilité de négocier hors de ces modalités.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dafna Carr affirme qu'on examine différentes façons d'exploiter les centres de données à l'avenir et ce que cela signifie sur le plan de l'adoption de l'informatique en nuage; elle obtiendra des conseils à ce sujet. Bien que l'Ontario ait besoin d'une empreinte physique, on est au courant d'autres modèles financiers d'exploitation.</li> </ul> <p>Mohammad Qureshi ajoute que pour l'Ontario, il s'agit davantage des centres de données qu'il appartient, de la réduction de l'empreinte et de ce qu'on fait de cet actif, et cela fait partie du travail de mise en service en cours.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Peter Watkins pose une question au sujet des trois fournisseurs attitrés. Il demande qui sont ces fournisseurs et si l'Ontario serait disposé à nous faire part des modalités modifiées étant donné que nous faisons face à des défis semblables. Du côté de l'approvisionnement, il y a trois volets. Dans le volet des fournisseurs de services d'informatique en nuage : Google, Microsoft et AWS. L'autre volet concerne la plateforme d'application d'origine en nuage. Les fournisseurs types pour ce volet sont les suivants : Pivotal, Foundry, Open Shift, IBM. Le dernier volet concerne les services professionnels, et les organisations intervenantes seraient les petites et moyennes entreprises, dont Pivotal, Foundry et IBM. Pour ce qui est des modalités, on vérifiera auprès d'Approvisionnements et Services Ontario concernant la diffusion d'information et on serait prêt à communiquer ce qu'on peut.</li> </ul> <p>Mohammad Qureshi déclare qu'il serait disposé à communiquer les modalités des services professionnels.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dafna Carr fait remarquer que, en ce qui concerne l'approvisionnement, c'est très novateur. On a travaillé avec Approvisionnements et Services Ontario et le travail est en cours. Ce travail s'est avéré très intensif en ce qui a trait à</li> </ul>	
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

l'équipe devant y participer. Au début, les utilisateurs d'applications ne participaient pas parce qu'ils faisaient le travail qu'ils devaient faire. L'équipe ne comportait que des membres responsables de l'infrastructure, et cela n'a pas bien fonctionné. On a donc dû trouver une façon de mobiliser les équipes des solutions et des technologies numériques, afin de pouvoir comprendre. On a organisé des ateliers intéressants partout dans la province pour cerner les besoins des gens. Des annonces seront diffusées au cours des prochains mois concernant le fournisseur attiré de services d'informatique en nuage et les deux autres fournisseurs. On est heureux de faire part de ce qui peut être communiqué.

Mohammad Qureshi mentionne que de nombreuses séances de découverte et d'encadrement ont été organisées avec toutes les grappes et les équipes des technologies numériques pour tracer la feuille de route des services pour le modèle de courtier. Ces séances permettent également de préciser les priorités d'intégration pour cette acquisition.

- Olivia Neal rappelle aux membres qu'il y a une communauté de pratique des services d'informatique en nuage qui relève du CDPISP, alors s'il y a des domaines d'intérêt technique ou que l'on souhaite communiquer plus d'information sur les modalités, il s'agit d'une bonne source à consulter. Elle ajoute que Denise Gomes travaille à Services partagés Canada et que, lors de réunions précédentes, on a tenu des discussions sur ce qu'on peut faire de plus pour tirer parti du travail réalisé par le gouvernement fédéral à l'égard de l'approvisionnement en nuage au profit des provinces et des territoires.
- Denise Gomes fait remarquer que la main-d'œuvre et la formation sont un grand domaine d'intérêt pour elle, et qu'elle s'intéresse au programme que l'Ontario a élaboré et à son exécution. Il s'agit d'une question sur laquelle Services partagés Canada et l'ensemble du gouvernement fédéral doivent se pencher. Les syndicats s'intéressent beaucoup aux mesures qui seront prises pour outiller leurs employés actuels afin qu'ils puissent avancer dans ce domaine.
- Ted Hickey fait remarquer que les services d'informatique en nuage viennent tout juste d'être lancés, alors il veut savoir si l'Ontario mise sur les plateformes Microsoft Azure ou s'il se diversifie dans les plateformes AWS.

Mohammad Qureshi répond qu'il y a diversification dans les AWS (Ontario.ca y est maintenant hébergé), mais la question est de savoir combien il y en a de trop. C'est la conversation qui se tient. Cela a été intégré à la proposition de l'informatique en nuage, donc on dispose d'un modèle de courtier. Au fur et à mesure que les services seront alignés sur le modèle de courtier, on demandera aux grappes s'il y a autre chose à faire et pourquoi ce n'est pas disponible auprès des deux ou trois fournisseurs en raison de l'accumulation d'un certain montant de frais administratifs. Plus il y a d'outils, plus l'apprentissage et le perfectionnement sont complexes. À ce jour, on utilise Azure, IBM Blue Mix, AWS et certaines démonstrations de faisabilité dans Oracle Cloud.

- Rick Wind demande si l'on a travaillé sur les logiciels-services et comment l'on favorise l'adoption de logiciels, ce qui constitue un défi pour les DPI. Du point de vue de l'entreprise, l'Ontario n'a pas examiné la question des logiciels en tant que service et de la façon de les activer pour toutes les grappes. De nombreux logiciels-services sont utilisés de nos jours et sont traités comme des applications; au fur et à mesure que le besoin se fait sentir, ils sont soumis au même processus d'évaluation qu'une application, un profil de risque est établi et est rendu. Ce qu'on n'a pas fait, c'est de déterminer comment tirer parti de ces logiciels (p. ex., effectif et personnel de vente) dans plusieurs grappes.
- Dafna Carr propose de tenir une discussion à ce sujet lors d'une future réunion du CDPISP.
- Olivia Neal remercie Mohammad Qureshi de son exposé. Elle indique qu'en réfléchissant à la discussion de ce matin, les participants ont énormément de connaissances et d'expérience et, à son avis, ce qui compte le plus, c'est lorsqu'ils assistent à des exposés comme celui de l'Ontario où ils peuvent apprendre les uns des autres. La séance d'information constitue une occasion de penser à des sujets qu'ils aimeraient soumettre de nouveau pour discussion parce qu'ils obtiendront

	beaucoup d'information pendant l'échange d'information et demande s'il y a un sujet qu'ils aimeraient que l'un des membres revienne présenter en détail lors de séances futures.	
4.	<p><b>Échange d'information intergouvernemental (ONGLETS 4A à 4P)</b></p> <p>Au cours de la table ronde, les administrations ont fait part de leurs expériences en matière de cybersécurité. Tim Hickey demande aux membres de partager tout matériel de formation qu'ils pourraient avoir pour le personnel au sujet de la cybersécurité.</p> <p>Les membres conviennent qu'il devrait s'agir d'un point à l'ordre du jour d'une future réunion. Tracy Wood demande si les membres aimeraient avoir un exposé externe (établissement cybernétique canadien) ou une présentation interne à ce sujet; est-ce là où nous aimerions en venir et avoir une discussion?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CJ Ritchie fait remarquer qu'on apprend beaucoup du partage des expériences de la vie, donc le fait que le dirigeant principal de la sécurité d'une administration vienne nous faire part de certaines de ses expériences et décrire ce qu'il a vécu serait bien pour une téléconférence.</li> <li>• Natasha Clarke indique qu'à la prochaine réunion en personne, on pourrait vouloir organiser une séance de travail et inviter les membres du Sous-comité national des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) pour discuter des types de mesures de soutien qu'ils veulent pour eux-mêmes. On discute de plusieurs cas d'utilisation principale et il serait utile de connaître les questions à poser et de savoir par où commencer pour guider les décideurs dans ces situations.</li> <li>• Tracy Wood mentionne que l'une des choses dont ils ont discuté dans le cadre d'un scénario est de savoir comment réagir lorsque cela se produit. On a commencé à voir comment y procéder auprès des cadres supérieurs afin de savoir quand donner de l'information et pourquoi. C'est comme suivre une formation.</li> <li>• Natasha Clarke fait remarquer que cela ressemble aux exercices de simulation sur la planification de la continuité des activités et aux exercices de reprise après sinistre. Les communications, les ministres et l'aspect politique. Comment prépare-t-on son équipe des communications à ce que l'on peut ou ne peut pas dire et aux messages clés?</li> <li>• Catherine Desgagnés-Belzil aimerait savoir comment l'on répond aux questions clés (p. ex., question sur le rançongiciel). Elle veut répondre aux questions de façon proactive. La question suivante se pose : dans le cadre d'une enquête, quand est-on autorisé à parler aux personnes concernées et à celles qui se font voler leurs données? Quand pourrait-on en parler sans faire obstacle à l'enquête? Quelles sont les responsabilités?</li> <li>• CJ Ritchie indique qu'il y a deux thèmes : 1. Intervention en cas d'incident (qui aimerait en apprendre davantage à ce sujet et en tirer des leçons); et 2. quelle est votre pratique de sécurité défendable? On en est à différents niveaux de maturité en ce qui concerne les pratiques de sécurité, et il pourrait être avantageux d'examiner les pratiques de sécurité d'une administration en fonction de ce à quoi ressemble la sécurité défendable et la robustesse de la formation. La Colombie-Britannique vient de tenir une conférence sur la protection de la vie privée et la sécurité, alors c'est une priorité pour elle. Un thème correspondant porte sur la pratique et l'hygiène en matière de sécurité défendable qui devrait être exercée par tous. En cas de catastrophe, à quoi ressemble votre intervention en cas d'incident et à quoi ressemble votre plan de rétablissement? Comment assurez-vous une bonne communication, etc.?</li> </ul>	<p><b>Mesure de suivi n° 2</b> Les membres partageront tout matériel de formation qu'ils pourraient avoir pour le personnel au sujet de la cybersécurité.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 3</b> Les membres conviennent que la cybersécurité devrait être un point à l'ordre du jour d'une future réunion où l'une des administrations fera part de ses expériences.</p> <p><b>Mesure de suivi n° 4</b> Les membres aimeraient avoir un exposé du SNDPI lors d'une future réunion, peut-être une réunion en personne avec une séance de travail.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tracy Wood fait remarquer que l'un des défis auxquels on fait face concerne les systèmes patrimoniaux et les choses les plus simples, comme la réinitialisation des mots de passe et les mots de passe complexes dans un système patrimonial qui le permet.</li> </ul> <p>Les administrations présentent un résumé de leurs principales priorités et activités dans leurs secteurs de compétence respectifs. Les membres peuvent consulter les documents d'échange d'information intergouvernemental qui se trouvent dans le cahier de la réunion à titre d'information. (ONGLETS 4A à 4P)</p> <p><i>Veillez noter qu'en raison de la nature délicate de cette discussion, seules les mesures de suivi découlant de la table ronde d'échange d'information intergouvernemental sont incluses dans le compte rendu des décisions.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Terre-Neuve-et-Labrador</li> <li>ASIM Est</li> <li>ASIM Ouest – Rob Entwistle fait remarquer que le sujet de 5G, le volume de données et l'infrastructure pourraient faire l'objet de discussions.</li> <li>Saskatchewan</li> <li>Nunavut – Rick Wind indique qu'on serait heureux de communiquer de l'information sur les programmes de sensibilisation à la sécurité.</li> <li>Colombie-Britannique – CJ Ritchie encourage les membres à désigner une personne-ressource pour l'identité numérique.</li> <li>Nouvelle-Écosse – Natasha Clarke aimerait en savoir plus sur l'approvisionnement et les RH.</li> <li>Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – Olivia Neal aimerait poursuivre la discussion sur l'écologisation de la TI et la durabilité (empreinte carbone).</li> <li>Île-du-Prince-Édouard</li> <li>Ontario – Dafna Carr indique que les membres sont invités à participer aux appels mensuels avec le groupe de Mohammad Qureshi et le secteur public élargi où les enjeux dont ils ont parlé sont constants. De plus, on est à mettre sur pied un groupe d'experts du secteur public élargi (nominations politiques), et on serait heureux de communiquer des renseignements au sujet de ce groupe.</li> <li>Québec</li> <li>Manitoba – Munna Zaman aimerait que l'Ontario partage son analyse de rentabilisation concernant le modèle de courtage en nuage.</li> </ul>	
5.	<p><b>Rapport du trésorier du CDPISP (ONGLETS 5A et 5B)</b></p> <p>Le rapport du trésorier du CDPISP est présenté aux membres à titre d'information. Aucune question n'est soulevée.</p>	
6.	<p><b>Mesures de suivi et ordre du jour de la prochaine réunion du CDPISP (ONGLETS 5C et 5D)</b></p> <p><b>A)</b> Mesures de suivi découlant de réunions précédentes du CDPISP – Aucune question n'est soulevée.</p> <p><b>B)</b> Ordre du jour de la prochaine réunion du CDPISP – Aucune question n'est soulevée.</p> <p><b>C)</b> Rapports de mise à jour des groupes de travail du CDPISP – Les rapports des groupes de travail sont inclus dans le cahier de la réunion à titre d'information seulement. Il n'y a eu aucune discussion sur les rapports.</p>	



	<p><b>D)</b> Prochaine réunion en personne du CDPISP : Le 23 septembre 2020, Québec (Québec).</p> <p><b>E)</b> La prochaine téléconférence du CDPISP se tiendra le vendredi 17 avril 2020.</p>	
7.	<p><b>Rapports de mise à jour des groupes de travail du CDPISP :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe de travail sur les politiques des TIC (ONGLET 5Ei à 5Eiii) – pour information</li> <li>• Groupe de travail sur les approvisionnements en matière de TI (ONGLET 5F) – pour information</li> </ul>	
8.	<p><b>Autres questions</b></p> <p>Tracy Wood présente les deux points de discussion concernant le Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données et le Groupe de travail sur les services aux entreprises, et leur transfert aux Conseils mixtes.</p> <p>Aucune préoccupation n'est soulevée relativement au transfert du Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données aux Conseils mixtes.</p> <p>Aucune préoccupation n'est soulevée au sujet du transfert du Groupe de travail sur les services aux entreprises aux conseils mixtes.</p> <p>Tracy Wood demande aux membres de remplir leur formulaire d'évaluation à la fin des réunions.</p> <p><i>La réunion du CDPISP est levée à 12 h HNE.</i></p>	<p><b><u>Décision n° 3</u></b></p> <p>CJ Ritchie, appuyée par Natasha Clarke, propose que le Groupe de travail sur les renseignements axés sur les données soit transféré aux Conseils mixtes.</p> <p><b><u>Décision n° 4</u></b></p> <p>Catherine Desgagnés-Belzil, appuyée par Natasha Clarke, propose que le Groupe de travail sur les services aux entreprises soit transféré aux Conseils mixtes.</p>